



INTERNATIONAL

ISRAËL-PALESTINE, 50 ANS D'OCCUPATION

Au nom des « martyrs », sombres héros de la Palestine

Un culte sans égal est voué à ceux qui sont perçus comme des victimes d'Israël. Qu'ils soient agresseurs ou non

Il y a cinquante ans, le 10 juin 1967, Israël remportait une victoire éclair et spectaculaire sur les armées arabes, prenant le contrôle de Jérusalem-Est, de la Cisjordanie, du plateau du Golan et de la bande de Gaza, lors de la guerre des Six-Jours. En un demi-siècle, les colonies se sont multipliées dans les territoires occupés. Avec le temps, ce régime de domination a affecté les deux sociétés, israélienne et palestinienne, comme le montrent les reportages que nous publions cette semaine.

JÉRUSALEM - correspondant

Dès l'annonce du crime commis par leur fils, la famille Halabi a appelé les amis à l'aide pour déménager les meubles. Quatre mois plus tard, l'armée israélienne est venue détruire la vaste maison qu'elle occupait à Sourda, au nord de Ramallah. Les bulldozers n'ont surpris personne. Ils participent à une partition classique : la punition collective israélienne en représailles aux violences palestiniennes.

Le 3 octobre 2015, Mouhannad, 19 ans, avait poignardé à mort deux Israéliens à l'entrée de la

vieille ville de Jérusalem, avant d'être abattu. Il avait ainsi lancé une vague d'attaques palestiniennes, commises par des dizaines de jeunes non encartés, poussés à bout par l'occupation et succombant au mimétisme qu'encouragent les réseaux sociaux. Certains ont voulu l'appeler « troisième Intifada ». L'expression paresseuse a le mérite de traduire une continuité, au fil des décennies : l'idée de sacrifice transmise en héritage, de génération en génération, comme une malédiction. En cinquante ans, entre 800 000 et 1 million de Palestiniens ont été emprisonnés en Israël. Un diplôme de la vie, mais quelle vie ?

Fierté obligée

Etudiant en droit à l'université Al-Qods, Mouhannad était très motivé par la défense de la mosquée Al-Aqsa, troisième lieu saint de l'islam, à Jérusalem-Est. A la maison, la télévision montrait chaque jour les images de croyantes malmenées par les soldats israéliens. « *Mon fils avait tout, dit le père, Shafih Halabi. Il était brillant, ne manquait de rien, il allait passer le permis. Mais il a voulu changer la réalité et réveiller les gens. Personne*



ne pourra me convaincre que son geste était vain.»

Entrepreneur dans le bâtiment, Shafih Halabi a 52 ans, son épouse Souheir, 43. Ils vivent actuellement dans une maison louée, dont le salon est dédié à la gloire de leur fils défunt. Affiches, photos, plaques commémoratives offertes par des factions politiques... parents de « martyr », c'est comme une nouvelle peau. Une fierté obligée. Les sentiments intimes des parents se forgent, aussi, dans le regard des autres, dans leur admiration et leur bienveillance.

Le couple attend d'emménager dans une nouvelle maison, à quelques mètres de la précédente, dans laquelle ils créeront une « pièce-musée à la mémoire de Mouhannad ». Un élan de solidarité a permis de récolter 600 000 shekels (plus de 150 000 euros) pour acheter le lieu. « Des gens simples voulaient contribuer, même avec 1 ou 2 shekels, se souvient Souheir Halabi. Dans les rassemblements avec les familles de martyrs, je me sens vraiment unique, exceptionnelle. Mouhannad a fait ce que beaucoup souhaitaient, sans oser agir. »

Martyr : un mot omniprésent, dès le plus jeune âge, chez les Palestiniens. Il désigne à la fois les prisonniers de sécurité, détenus en Israël, les assaillants tués par les Israéliens, et les simples victimes des soldats, mortes ou blessées. Outre les marques de solidarité au sein de la société, un système complexe d'aides financières existe depuis des décennies. Il fut d'abord géré exclusivement par l'Organisation de libération de la Palestine, puis l'Autorité palestinienne (AP) a pris en main les pensions des prisonniers. Selon Israël, ce système re-

présenterait environ 300 millions de dollars (270 millions d'euros) par an. Il est dénoncé par l'Etat hébreu, mais aussi par l'administration Trump, qui y voit une promotion de la violence. Benyamin Nétanyahou, le premier ministre israélien, fait quasiment de l'arrêt de ces aides une nouvelle condition préalable à des négociations de paix.

Les Palestiniens ont une vision inverse : le cœur du crime, c'est l'occupation. Mohammed Sbehat est le secrétaire général du Rassemblement national des familles des martyrs palestiniens. Il s'agit d'un syndicat aidant leurs proches à constituer un dossier, transmis ensuite à un département spécial de l'OLP. Selon ce responsable, près de 29 000 familles palestiniennes sont aidées financièrement, dont 16 000 dans la bande de Gaza et en Cisjordanie, les autres dans la diaspora. La pension de base s'élève à 1 400 shekels, plus 400 shekels si la personne est mariée, plus 200 shekels par enfant de moins de 18 ans. Des discussions ont lieu pour que

La martyrologie est, au fond, un ciment social, alors que le rêve d'un Etat semble plus éloigné que jamais



ces aides, relevées en 2011, soient indexées sur l'inflation.

Le responsable du syndicat refuse d'aborder la question de ces pensions d'un point de vue politique, préférant évoquer « le devoir moral et social » d'aider les familles. Pourtant, discrètement, l'Autorité palestinienne voudrait resserrer les cordons de la bourse pour la nouvelle génération des assaillants palestiniens. La famille de Mouhannad Halabi, qui était engagé au sein du Jihad islamique, n'a pas eu droit à des aides. « On est allé voir la gouverneure de Ramallah, raconte Souheir Halabi. Elle nous a dit qu'il était impossible de nous soutenir car, comme pour toutes les familles de la troisième Intifada, notre fils était considéré comme un terroriste. »

Selon le syndicat, chaque famille des 294 morts depuis octobre 2015 a le droit de déposer une demande de pension. Mais l'administration n'est guère pressée de les satisfaire. « On entend les plaintes des familles, dont les dossiers ne sont pas pris en compte sous prétexte qu'il

manque des documents, dit Mohammed Sbehat. Mais on ne sait pas s'il y a une décision en haut lieu. On a été éduqués dans le respect des martyrs. C'est une question très difficile pour l'AP de convaincre les gens qu'il n'y a plus d'argent pour ça. L'AP est coincée entre les pressions internationales, surtout américaines, et celles du peuple. »

La martyrologie est un ciment social, alors que le rêve d'un Etat semble plus éloigné que jamais. Même si une majorité de familles ne souhaitent qu'une vie normale et la réussite de leurs enfants, Kaddoura Fares, président du Club des prisonniers palestiniens, pense que le culte des martyrs n'est pas près de disparaître. « On continuera à honorer nos martyrs. Ce n'est pas un principe religieux. On est en guerre. L'idée de se sacrifier pour des principes comme la liberté ou l'indépendance reste forte. »

La martyrologie prend racine à l'école, même si les autorités s'en défendent. Tharwat Zeid, 55 ans, est responsable des programmes scolaires palestiniens. Les pre-



miers manuels sont apparus en 2000, sept ans après les accords d'Oslo. Le ministère a décidé de réviser les manuels, dont de nouvelles versions, pour l'école primaire, sont sorties en septembre 2016. Les experts israéliens ont immédiatement noté certains exercices controversés. Par exemple celui où, en mathématiques, on demande aux élèves d'additionner le nombre des martyrs de la première et de la seconde Intifada.

Mais M. Zeid réfute toute promotion de la violence ou du sacrifice de soi. « *Les enfants connaissent le mot "shahid" [martyr] avant d'aller à l'école, il fait partie du langage commun, dit-il. Dans chaque maison, il y a un blessé, un mort ou un prisonnier, en lien avec l'occupation. Les martyrs, ce n'est pas de la politique, c'est notre environnement, comme les parcs publics ou les oliviers. Toucher aux martyrs, ce serait comme insulter Dieu.* »

Suicides à peine maquillés

Le chef des programmes scolaires estime que c'est la réalité, et non l'enseignement, qui est radicale. L'impunité dont bénéficient les soldats déployés en Cisjordanie électrise la jeunesse palestinienne, qui, contrairement à ses aînés, n'a jamais été en contact avec la société israélienne. En mars, l'ONG israélienne B'Tselem a montré dans un rapport comment, ces dernières décennies, l'Etat hébreu s'est construit une immunité judiciaire, sous la coupe de la Cour suprême. Entre 1997 et 2001, il a payé en moyenne annuelle 5,7 millions de dollars de dédommagements à des plaignants palestiniens, pour des crimes ou délits reconnus. Entre 2012 et 2016, ce montant a

chuté à environ 1 million.

Mais il y a aussi chez de nombreux « martyrs » une forme de suicide à peine maquillé. Naplouse, dans le nord de la Cisjordanie, est l'une des zones où les épisodes de confrontation sont les plus fréquents. L'ONG Médecins du monde (MDM) y a déployé une mission de prise en charge des troubles psychologiques. En 2016, elle a recensé en moyenne trois incidents traumatiques par semaine. « *La société entière est affectée*, souligne Maximilien Zimmermann, qui a dirigé la mission jusqu'en mai. *Dans les groupes de parole, les jeunes filles exprimaient une telle souffrance, liée à l'occupation mais aussi aux violences familiales, qu'elles se disaient prêtes à mourir, sans vouloir tuer. Les jeunes garçons, eux, sont prêts à être blessés voire handicapés, car un tel engagement donnerait un sens à leur vie. Il les valoriserait.* »

Le 24 avril, au passage de Qalandia, à l'entrée de Jérusalem, une mère de neuf enfants, Asya Kabaneh, 41 ans, a attaqué au couteau un soldat israélien. Selon le Shin Bet (service de sécurité intérieur), elle en avait assez de vivre. Originaire du village de Douma, près de Naplouse, elle craignait que son mari la quitte. ■

PIOTR SMOLAR

« Les jeunes garçons sont prêts à être blessés voire handicapés, car cela donnerait un sens à leur vie »

MAXIMILIEN ZIMMERMANN

Médecins du monde



Souheir Halabi, mère d'un « martyr » palestinien, devant une stèle à sa gloire, érigée sur les lieux de son ancienne maison. Son fils, Mouhannad, a été tué après avoir poignardé à mort deux Israéliens, en octobre 2015.

TANYA HABJOUQA/
NOOR IMAGES POUR
«LE MONDE»